

Enjeux du commerce dans le secteur des oléagineux pour les pays ACP

Table des matières

1. Contexte et principaux enjeux du commerce dans le secteur oléagineux	2
2. Récents développements et implications pour les pays ACP	3
2.1 Le marché international des oléagineux	3
2.1.1 Production	3
2.1.2 Consommation	4
2.1.3 Commerce	4
2.2 Evolutions du marché européen	6
2.3 Place des pays ACP sur le marché européen	7
2.4 Agrocarburants et marché régional: quels enjeux pour les pays ACP ?	8
2.4.1 Agrocarburants dans les pays ACP	8
2.4.2 Favoriser l'approvisionnement régional en huile	9
Sources d'information	10



A propos de cette mise à jour

La note de synthèse du CTA sur les enjeux du commerce dans le secteur des oléagineux pour les pays ACP a initialement été publiée en décembre 2008 sur le site Agritrade ainsi que dans sa publication annuelle Compendium 2009 sur les 'enjeux du commerce ACP-UE dans le secteur agricole et de la pêche'. Cette note consiste en une mise à jour de la précédente version et est structurée de la manière suivante :

- 1. Contexte et principaux enjeux :** résumé succinct de la précédente note de synthèse, et si nécessaire, une mise à jour des enjeux clés ;
- 2. Développements récents et implications pour les pays ACP :** revue des principaux faits marquants depuis la parution de la précédente note de synthèse ; analyse de l'impact des récents développements pour les pays ACP concernés.

La note de synthèse (2008) est disponible sur demande. Contact: agritrade-mail@cta.int.

1 Contexte et principaux enjeux du commerce dans le secteur des oléagineux

Les oléagineux sont des plantes dont les fruits ou les graines contiennent une forte proportion d'huile. Les graines contenant de l'huile (comme le soja, le colza, le tournesol) sont aussi riches en protéines. De ce fait, elles sont largement utilisées dans l'alimentation du bétail (notamment en Europe avec en particulier depuis les années 60, l'introduction des tourteaux de graines d'oléo-protéagineux). En revanche, le palmier à huile est cultivé avant tout pour les huiles comestibles qui sont extraites de la pulpe de son fruit (huile de palme) et de son amande (huile de palmiste). Un hectare de palmiers produit de deux à sept tonnes d'huile par an, contre une tonne pour le colza ou le tournesol cultivé en climat tempéré ce qui en fait une des huiles les moins chères à produire.

Environ 80% de la production mondiale est assurée par de grandes plantations industrielles (2500 à 10 000 ha par unité). Les huiles (de palme et de palmiste) sont utilisées en majorité pour l'alimentation humaine (margarine, matière grasse végétale de base, huile alimentaire) mais de manière croissante à des fins énergétiques (biodiesel). En effet, son faible coût de production lui procure un avantage vis-à-vis des autres huiles (colza, soja) susceptibles d'être transformées en agrocarburant.

Depuis 50 ans, l'UE est un importateur majeur de produits oléagineux. Jusqu'à dans les années 1990, cette dépendance se traduisait par des importations quasi-exclusivement en provenance des Etats-Unis. Néanmoins, avec l'émergence du Brésil et de l'Argentine comme acteurs majeurs de la production de soja, les pays européens tendent désormais de diversifier leurs approvisionnements à défaut de pouvoir assurer leur indépendance en protéines animales. Il convient de noter que les graines oléagineuses et les huiles rentrent librement sur le marché communautaire quelle que soit leur provenance. Aucune préférence commerciale n'est accordée aux pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP).

L'UE à 27 produit environ un quart de sa consommation de matières riches en protéines, constituées largement de graines oléagineuses. Cette part a reculé ces dernières années: elle est tombée de 33% en 1999/2000 à 26% en 2004/2005, suite à l'interdiction de l'utilisation des farines d'origine animale dans l'alimentation des animaux, décidée en 2000.

L'industrie européenne de la trituration transforme donc les graines oléagineuses en huile, destinée à l'alimentation humaine ou à des usages industriels, et en tourteaux dont le débouché est l'alimentation animale. Jusqu'en 2005, les huiles issues de cette trituration (surtout le soja mais aussi le tournesol et le colza) étaient exportées car elles ne trouvaient pas de débouchés sur le marché communautaire. Les pays ACP figuraient en bonne place parmi les destinations de ces exportations, avec souvent pour effet de se substituer aux huiles produites localement à coût plus élevé.

Suite à la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE en 2003, la production d'oléagineux dans l'UE est soutenue via le régime de paiement unique à l'exploitation qui consiste en des aides largement découplées du niveau de production. Alors que plusieurs études prévoyaient une baisse de la production européenne sous ce nouveau régime, les niveaux de production ont davantage été influencés par la récente hausse des prix.

Dans les pays ACP, les principaux producteurs d'huiles se situent en Afrique de l'Ouest (Nigeria, Côte d'Ivoire pour l'huile de palme, Sénégal pour l'huile d'arachide) et en Papouasie Nouvelle Guinée. Mais ces producteurs sont concurrencés sur le marché européen qui était traditionnellement leur débouché principal, ainsi que sur leurs propres marchés, par les importations à bas coût d'huile de palme en provenance d'Asie du sud-est. Parmi les ACP, seule la Papouasie-Nouvelle Guinée parvient à maintenir son rang parmi les principaux fournisseurs en huile de palme de l'UE. Alors que les pays d'Afrique de l'Ouest et du centre étaient dans les années 1950 et 1960 leaders sur le marché de l'huile de palme, ces pays y sont désormais quasiment absents.

Les oléagineux et les céréales ont été les cultures les plus touchées par la hausse des prix en 2007 et 2008. Le cours de l'huile de palme a connu une forte croissance dès le début du premier trimestre 2006 et a augmenté de manière quasi continue jusqu'en mars 2008 (sur une base 100 en 2006, son prix atteint alors 275). La faiblesse des stocks est mise en avant pour expliquer la hausse globale des prix, mais concernant les oléagineux, l'impact de la hausse de la demande d'agrocarburants en lien avec l'augmentation du cours du pétrole est aussi un facteur important.

2 Développements récents et implications pour les pays ACP

2.1 Le marché international des oléagineux

2.1.1 Production

Pour la campagne 2008/2009, les quatre principaux pays producteurs de **graines de soja** sont les Etats-Unis (80 Mt) le Brésil (57 Mt), l'Argentine (32 Mt), puis la Chine (15,5 Mt). Ces quatre pays représentent ensemble près de 90% de la production mondiale. L'Europe a une production négligeable avec moins de 1% du total mondial.

Après une baisse de la production américaine de soja en 2007 (liée à la concurrence du maïs pour l'utilisation des terres), la production est repartie à la hausse pour la campagne 2008/2009, notamment poussée par les prix record sur les marchés mondiaux en début de campagne.

Les principaux producteurs de graines de tournesol sont la Russie (7,3 Mt), suivie par l'UE (6,9 Mt), l'Ukraine (6,3 Mt) et l'Argentine (2,9 Mt). A l'exception de la Russie, ces pays avaient vu leur production stagner, voire diminuer, depuis le début des années 2000. Pour la campagne 2008/2009, cette tendance s'est brutalement retournée avec une hausse de plus de 40% de la production mondiale de graines de tournesol, portée par des prix à un niveau record en début d'année 2008 (jusqu'à 900US\$/tonne alors que le prix était de 300US\$/tonne en 2006).

Les principaux producteurs de **colza** sont l'UE (19 Mt) qui assure 34% de la production mondiale, le Canada (11,2Mt), la Chine (12,4 Mt) et l'Inde (5,6 Mt) (source : FAOSTAT).

L'Indonésie (85 Mt) et la Malaisie (83 Mt) représentent environ 80% de la production mondiale de fruit de palmier à huile. Depuis 2007, l'Indonésie a pris la place de premier producteur mondial à la Malaisie, qui l'occupait depuis plusieurs années. Viennent ensuite très loin derrière le Nigeria (8,3 Mt), la Thaïlande (7,8 Mt), la Colombie (3,2 Mt), le Ghana (2 Mt), la Papouasie Nouvelle-Guinée (1,4 Mt) et la côte d'Ivoire (1,2 Mt). C'est ce fruit qui permet ensuite de fabriquer l'huile de palme qui est la première huile consommée dans le monde. Contrairement à l'huile de soja, l'huile de palme est directement élaborée dans les pays où le fruit est récolté.

Tableau 1 : Principaux pays producteurs d'oléagineux, 2008-2009 (en millions de tonnes)

	Soybean	Sunflower seeds	Rapeseed	Palm fruit
USA	80.7	1.4		
Brazil	57			
Argentina	32	2.9		
China	15.5	1.5	12.4	
Russia		7.3		
Ukraine		6.3		
EU		6.9	19	
Canada			11.2	
India	9.1	1.4	5.6	
Malaysia				85
Indonesia				83
Nigeria				8.5
Thailand				7.8
World Total	210	33	58	205

Source: USDA, FAOSTAT

2.1.2 Consommation

Les principaux pays consommateurs d'oléagineux sont à ce jour l'UE, les Etats-Unis, la Chine et le Brésil (cf. Tableau pour le soja qui reflète ces tendances).

Les Etats-Unis et le Brésil s'approvisionnent sur leurs propres marchés, alors que l'UE et la Chine consomment beaucoup plus qu'elles ne produisent.

Dans les prochaines années, une hausse de la consommation mondiale des principaux oléagineux (soja, colza, tournesol) est anticipée pour l'alimentation humaine et animale. Cette hausse reflète essentiellement l'augmentation de la demande en viande et donc les besoins croissants de l'élevage dans les pays exportateurs du Nord et du Sud. Elle reflète aussi l'augmentation dans les pays en développement de la demande d'huile alimentaire ainsi que de l'huile transformée en agrocarburant.

Tableau 2 : Consommation mondiale de soja en 2009 (en millions de tonnes)

Millions de tonnes (Mt)	Graines de Soja	Tourteaux de soja	Huile de soja
Monde	192	152	35
UE	13	31	3
Etats-Unis	45	27	7
Chine	41	31	9
Brésil	31	12	4
Argentine	32	1,6	1

Source : USDA (2010)

La majeure partie des graines de soja consommées est transformée en produits dérivés (tourteaux et huile). La consommation de graines n'est donc pas forcément liée à une utilisation finale du produit sur le territoire car les tourteaux ou l'huile peuvent être exportés.

Au cours des deux dernières campagnes, la production mondiale d'huiles et de matières grasses n'a pas atteint le niveau de la demande conduisant à une baisse des réserves (voir FAO, Food Outlook, décembre 2009). Au cours de la campagne 2009/2010, la production devrait faiblement dépasser la demande ce qui permettrait une légère reconstitution des stocks.

2.1.3 Commerce

Avec plus de 40% de la production commercialisée sur les marchés internationaux, les oléagineux et les huiles sont parmi des produits les plus échangés, loin devant les céréales (voir tableau ci-dessous).

Tableau 3 : Quantités de graines, de tourteaux et d'huile des principaux oléagineux échangés dans le monde en 2009 (en millions de tonnes)

	Graines (en Mt)	Tourteaux (en Mt)	Huile (en Mt)
Soja	76 (36%)	51 (33%)	9 (25%)
Colza	12 (20%)	3,5 (40%)	2,3 (9%)
Tournesol	2 (0,5%)	4 (32%)	4 (36%)
Arachide	2 (0,5%)	-	0,16 (3%)
Palme	-	4 (62%)	34 (80%)

Source : USDA (les pourcentages entre parenthèses indiquent la part de la production qui est échangée sur les marchés internationaux).

Le commerce de graines et de tourteaux est dominé par le soja

Le soja est de très loin le principal oléagineux échangé sur le marché mondial avec 127 millions de tonnes de graines et de tourteaux. Les échanges de colza, le deuxième oléagineux échangé sont 8 fois inférieurs à ceux de soja.

Les exportations de graines de soja sont réalisées pour l'essentiel par 3 pays qui représentent 90% des exportations mondiales de soja. En 2009, Les Etats-Unis restent le premier exportateur de graines de soja avec 35 Mt devant le Brésil (30 Mt) et l'Argentine (5,5 Mt) dont les

exportations ont chuté de 60% par rapport à la campagne précédente à cause de la sécheresse. Les échanges des tourteaux de soja sont aussi dominés par ces trois pays en 2007, avec l'Argentine qui occupe la première place (24 Mt) devant le Brésil (13 Mt) et les Etats-Unis (7 Mt).

La Chine importe plus de la moitié des graines de soja échangées dans le monde en 2009 avec 41 Mt (hausse des importations de 40% sur 2 ans), l'UE en importe 13 Mt. Concernant les tourteaux, l'UE est le seul acteur majeur avec 21 Mt importées pour l'année 2009.

La prédominance de l'huile de palme dans le commerce des huiles

S'agissant des huiles, c'est l'huile de palme qui est la plus échangée sur le marché mondial, avec 34 Mt en 2009. Les autres huiles sont échangées dans des volumes beaucoup plus faibles (voir tableau). Les principaux importateurs d'huile sont l'Inde et la Chine, et leur demande est croissante, notamment à destination de l'alimentation.

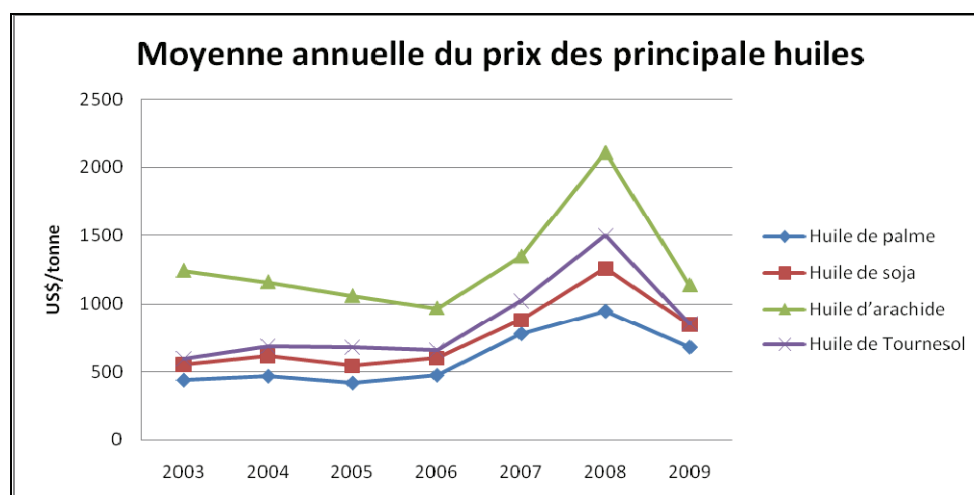
Le commerce mondial de l'huile de palme est en pleine croissance, sur les 10 dernières années, les quantités d'huile de palme échangées ont triplé, passant de 11 Mt en 1998 à 34 en 2009. Dans le même temps, la production d'huile est passée de 20 Mt en 1998 à 42 Mt en 2009. On peut remarquer la stabilité de la domination de l'Indonésie et de la Malaisie en tant que principaux producteurs et exportateurs qui assurent 90% de la production depuis 10 ans. Néanmoins, certains analystes anticipent un effritement de cette domination dû au manque de nouvelles terres disponibles pour augmenter la production. Pour les investisseurs, les pays d'Afrique équatoriale pourraient rapidement offrir de nouvelles possibilités de croissance de la culture du palmier à huile. La place occupée par l'huile de palme dans le commerce mondial des huiles s'explique par son prix bon marché comparé aux autres huiles (voir tableau 4 et graph ci-dessous).

Tableau 4 : Moyenne annuelle du prix des principales huiles (en US\$/tonne)

	Moyennes annuelles des prix en \$/tonne						
Graisses et huiles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Huile de palme	443	471	422	478	780	948	682
Huile de soja	553	616	544	598	881	1 258	848
Huile d'arachide	1 243	1 161	1 060	970	1 347	2 105	1 138
Huile de Tournesol	593	684	677	658	1 021	1 498	854

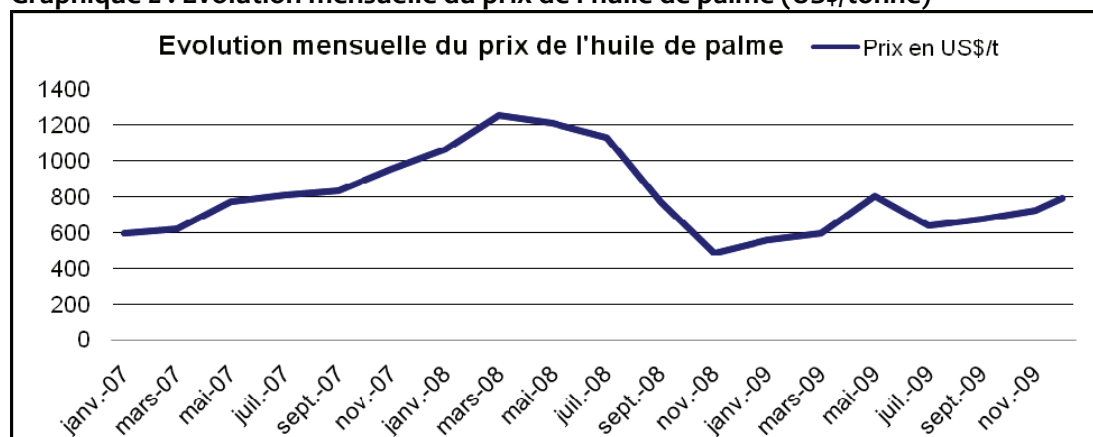
Source : FAOSTAT

Graphique 1 : Moyenne annuelle du prix des principales huiles (US\$/tonne)



L'évolution des prix de l'huile de palme depuis 2007 illustre bien l'explosion de la demande en matières premières puis le retournement brutal des marchés au second semestre 2008. Malgré la crise économique mondiale, la demande est restée à un niveau élevé au cours de l'année 2009 ce qui a permis un redressement du marché.

Graphique 2 : Evolution mensuelle du prix de l'huile de palme (US\$/tonne)



Source : FAOSTAT

2.2 Evolution du marché européen

Le régime communautaire permet à tous les produits oléagineux bruts ou transformés de rentrer sur le territoire de l'Union sans droit de douane, quelle que soit leur origine. Il n'y a donc pas de préférence commerciale sur ces produits pour les pays ACP.

Sur tous les produits oléagineux (bruts ou transformés), l'UE est importatrice nette. Cette dépendance vis-à-vis des importations s'est renforcée au cours des années 2000 avec les différentes mesures de soutien aux agrocarburants. L'huile de colza auparavant exportée (notamment dans les pays ACP) a pu trouver un débouché intérieur rémunérateur et l'UE en est même devenue importatrice pour répondre à sa demande en agrocarburant.

Une nouvelle tendance s'est amorcée ces dernières années dans les pays latino américains producteurs de soja. De plus en plus, ils produisent et exportent des huiles mais aussi de la viande, principalement de volaille pour l'instant, profitant de la disponibilité et du faible coût du soja en tant qu'aliment pour les animaux. Ces exportations d'huile et de viande découpée ou transformée représentent pour ces pays une source plus importante de valeur ajoutée par rapport aux exportations de graines ou de tourteaux. Le risque est donc d'assister progressivement à la délocalisation de la production de viandes et d'huiles dans les pays les plus compétitifs d'Amérique Latine qui fourniront la demande croissante de ces produits de la part des autres pays en développement. Les conséquences se font déjà sentir dans les régions d'élevage avec les fermetures récentes d'usines d'abattage de volaille en Bretagne dont les coûts de production ne peuvent rivaliser avec ceux du Brésil.

Tableau 5 : Production, consommation et balance commerciale des produits oléagineux dans l'Union européenne pour l'année 2009 (en millions de tonnes)

		Production	Consommation	Balance commerciale
Soja*	Graines	0,6	13	-12,4
	Tourteau	11	32	-21
	Huile	2	2,8	-0,8
Colza	Graines	18,8	21	-3,3
	Tourteau	11,6	11,6	0
	Huile	8,4	8,6	-0,4
Tournesol	Graines	6,9	6,9	-0,6
	Tourteau	3,2	5,2	-2
	Huile	2,3	3,2	-1
Palme/palmiste	Huile		4,9	-4,9

* La production des tourteaux de soja est réalisée à partir des graines importées.

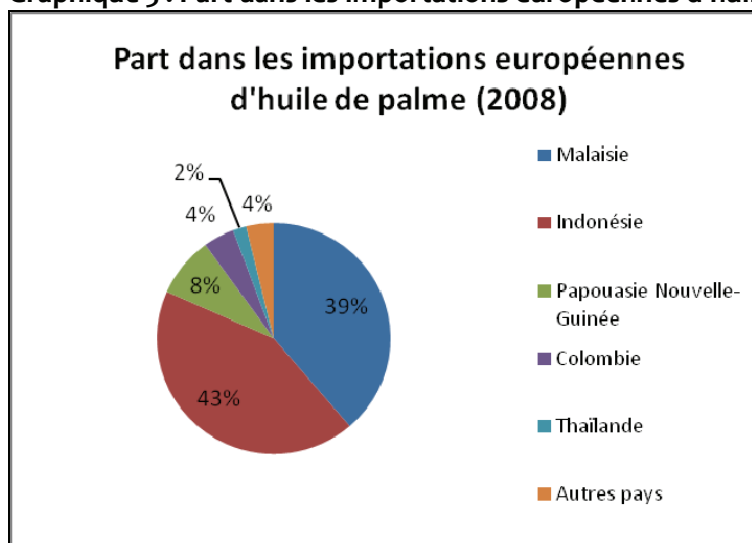
Sources : COMEXT, USDA

2.3 Place des pays ACP sur le marché européen

Alors que les importations de corps gras de l'UE ont doublé entre 2000 à 2009 passants de 4,5 à 9 Mt, celles en provenance des pays ACP restent autour de 500 000 T.

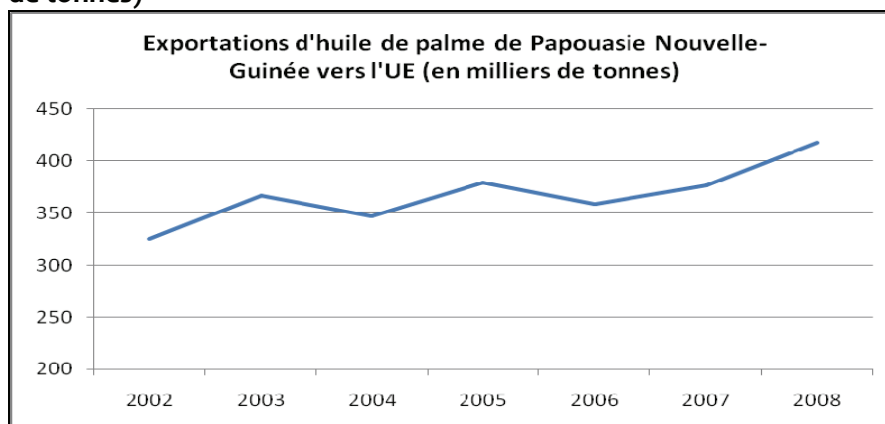
En 2009, l'UE a importé 4,9 Mt d'huile de palme, en hausse de 10% par rapport à l'année précédente. Bien que 80% de ces importations proviennent d'Indonésie et de Malaisie, la Papouasie Nouvelle-Guinée parvient à fournir près de 10% de cette demande. Les importations en provenance de ce pays ACP connaissent une progression continue depuis plusieurs années. Il faut souligner que la Papouasie Nouvelle-Guinée exporte ainsi la quasi-totalité de sa production d'huile de palme en Europe. La Papouasie Nouvelle Guinée est donc le premier fournisseur ACP de corps gras de l'UE. Entre 2000 et 2008, sa part est passée de 48% à 80% du total. Avec moins de 20 000 tonnes d'huile (d'arachide) exportées en 2008, le Sénégal vient derrière la Côte d'Ivoire qui a exporté plus de 30 000 tonnes d'huile de palme vers l'UE en 2008. Plusieurs îles du Pacifique, notamment les Île Salomon fournissent l'huile de coco et de palme et de palmiste.

Graphique 3 : Part dans les importations européennes d'huile de palme (2008)



Source : COMEXT (concerne seulement les importations d'huile de palme à base de pulpe du fruit)

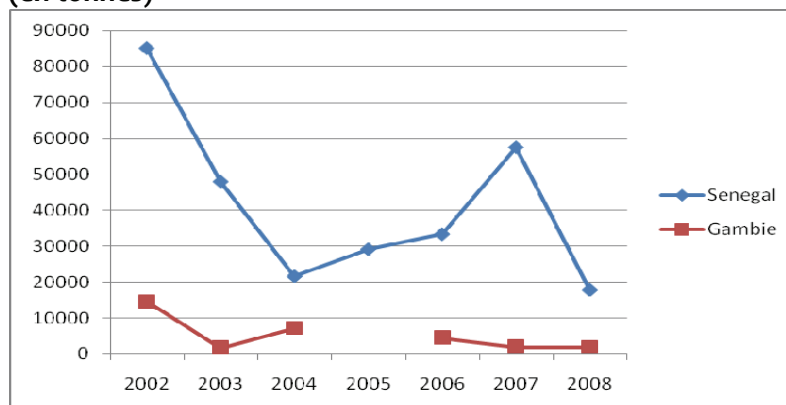
Graphique 4 : Exportation d'huile de palme de Papouasie Nouvelle-Guinée vers l'UE (en milliers de tonnes)



Source : COMEXT (SH 1511)

En revanche, les importations d'huile d'arachide, qui a longtemps été un des principaux produits agricoles d'exportation du Sénégal (et de la Gambie), perdent du terrain, passant de 150 000 tonnes en 2000 à moins de 20 000 tonnes en 2008. Le Sénégal conserve toutefois une place dominante dans ce commerce avec près de 60% des importations de l'UE en provenance de ce pays (données COMEXT). D'une manière générale, l'huile d'arachide est fortement marginalisée sur le marché international, notamment du fait de son prix élevé par rapport aux autres huiles (voir tableau 4).

Graphique 5 : Exportations d'huile d'arachide du Sénégal et de la Gambie vers l'UE (en tonnes)



Source: COMEXT (SH 1508)

2.4 Agrocarburants et marché régional: quels enjeux pour les pays ACP ?

2.4.1 Agrocarburants dans les pays ACP

Les agrocarburants sont généralement issus de deux filières, la filière huile (palme, colza, jatropha, ricin) qui donne du biodiesel et la filière alcool (à partir du sucre contenu dans le blé, le maïs, la betterave et surtout la canne à sucre) qui donne le bioéthanol. Seule la première filière nous intéresse ici.

La production de biodiesel est essentiellement concentrée en Europe (Allemagne, France et Italie). On estime qu'en 2008 la production mondiale de biodiesel était de 16 milliards de litres, dont 8,7 milliards en Europe, ce qui est peu comparé aux 65 milliards de litres de bioéthanol produits dans le monde cette année provenant majoritairement des Etats-Unis et du Brésil (Plateforme biocarburants, 2009).

Il est plus difficile d'évaluer la production d'huile végétale utilisée directement comme carburant. En effet, sa production et son utilisation sont avant tout le fait de petites unités artisanales.

Afin de lutter contre l'effet de serre, l'UE a décidé d'augmenter les quantités d'agrocarburants consommés en Europe. La directive européenne 2003/30/CE prévoit que la part des agrocarburants dans la consommation européenne de carburant passe de 2% en 2005 à 10% en 2020. Cela se traduira par une demande accrue de graines oléagineuses, même si d'autres technologies permettent de produire de l'huile comme la pyrolyse de la biomasse. La capacité de production de l'UE étant limitée, elle devra avoir de plus en plus recours aux importations d'huile.

Devant les protestations soulevées par cet objectif et les impacts non maîtrisés des importations, le Parlement européen a décidé de réduire le seuil d'incorporation minimum à 6% au lieu de 10% en 2020.

Il est donc délicat de prévoir l'évolution de la demande internationale pour les cultures transformées en agrocarburants. Plusieurs aspects difficilement prédictibles entrent en interaction: cours du pétrole et des matières premières agricoles (qui conditionnent le coût relatif des agro-carburants par rapport aux carburants pétrolier) et soutiens politiques à la filière (qui peuvent faire baisser de manière importante les coûts pesant sur la production d'agro-carburants par des incitations fiscales).

Il n'en demeure pas moins que les investisseurs continuent de croire en une rente issue des agrocarburants comme en témoigne les acquisitions massives de terres destinées à cette production.

Concernant l'huile de palme, le dynamisme du marché international depuis une vingtaine d'années a essentiellement profité aux pays producteurs d'Asie du Sud-Est. Devant la saturation progressive de l'expansion des plantations dans cette zone, l'Afrique tropicale humide pourrait devenir un nouvel eldorado pour la production d'huile de palme. De grandes manœuvres ont déjà été engagées par les géants du secteur, avec par exemple l'alliance entre deux puissants

groupes industriels de Singapour (Olam et Wilmar) et une holding ivoirienne, la Sifca, qui regroupe des industriels africains dans le caoutchouc et l'huile de palme. Cette *joint-venture* est destinée à investir massivement dans le secteur de la production et de la transformation d'huile de palme en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins. Au Libéria, le géant indonésien de l'huile de palme Golden Agri-Resources prévoit d'investir 1,6 milliards US\$ dans des plantations de palmier à huile et des raffineries. De nombreux articles de presse témoignent régulièrement des négociations entre des grands groupes industriels asiatiques ou européens et les gouvernements de différents pays africains (comme le Libéria, le Congo, le Cameroun ou la RDC) autour d'investissements massifs dans la production d'huile.

Les investisseurs s'intéressent également au jatropha, plante résistante à des conditions semi-arides et dont l'huile est exclusivement destinée à des usages non-alimentaire. La concurrence de cette plante avec les productions alimentaires pour l'accès aux meilleures terres agricoles questionne la pertinence de développer la culture du jatropha dans des zones touchées par une insécurité alimentaire chronique (Sahel).

Les risques environnementaux et sociaux liés à de telles plantations sont nombreux et bien connus mais les intérêts économiques en jeu semblent prendre le dessus. De plus, un passage à des plantations industrielles modifierait en profondeur le paysage de l'huile de palme africaine qui était jusque là dominé par des plantations de petite taille insérées dans le tissu d'exploitations familiales de polyculture.

2.4.2 Favoriser l'approvisionnement régional en huile

Le Tarif Extérieur Commun (TEC) des différents espaces régionaux qui négocient des APE avec l'UE devrait donc être suffisamment élevé pour protéger la production d'huile des pays ACP des produits bon marché des autres pays en voie de développement. En Afrique de l'Ouest, où le TEC de la CEDEAO est en cours de finalisation, il a été décidé de créer une cinquième bande permettant de relever le niveau maximal du TEC à 35% au niveau de l'UEMOA (Alpha A. et al.). Dans les pays de l'UEMOA, les huiles importées sont taxées généralement à 10% ou 20% suivant qu'il s'agit d'huiles brutes ou raffinées. Dans la zone CEDEAO, un pays comme le Nigeria, important producteur d'huile de palme, applique une prohibition sur les importations d'huile de palme. Les produits assujettis à cette cinquième bande devraient être des produits considérés comme importants à protéger dans l'objectif en particulier d'encourager la production locale. Les huiles végétales importées pourraient rentrer dans cette catégorie afin de favoriser le développement des huiles locales pour satisfaire les besoins de consommation au niveau national et régional.

La réflexion sur la protection des huiles locales dans le cadre des processus d'Union douanière et des APE est articulée avec la réflexion au niveau de l'OMC sur les produits spéciaux. Il s'agit là encore de protéger des produits jugés stratégiques, pour des raisons de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de développement rural. Les huiles locales dans les pays ACP répondent généralement à ces critères et devraient en toute logique être désignées comme produits spéciaux par chacun des pays ACP membre de l'OMC.

En l'absence de mesures de soutien aux filières oléagineuses existantes qui reposent principalement sur des exploitations familiales, le développement de la production d'huiles en Afrique pour la consommation locale risque aussi de passer par l'essor des grandes plantations portées par des investisseurs étrangers.

Sources d'information

Principales sources

1. USDA, Oilseeds: World Markets and Trade.
<http://usda.mannlib.cornell.edu/MannUsda/viewDocumentInfo.do?documentID=1490>
2. Food and Agricultural Policy Research Institute.
<http://www.fapri.org>
3. FAO, International Commodity Price.
<http://www.fao.org/es/esc/prices/PricesServlet.jsp?lang=en&cocode=2303,2317,2318,2319,2320,2321,2322,2323,2324,2325,2326,2327,2328,2329,2330,2331,2332>
4. CNUCED : portail d'information sur l'huile de palme.
<http://www.unctad.org/infocomm/francais/palme/plan.htm>
5. COMEXT : base de données du commerce extérieure de la Commission Européenne.
<http://export-help.cec.eu.int/>
6. Labey, A., « Socioéconomie des oléagineux en Afrique », OCL vol 16 n°4, juillet-décembre 2009.
http://www.john-libbey-eurotext.fr/fr/revues/agro_biotech/ocl/e-docs/00/04/52/3D/article.phtml
7. Drone et Forslund, « Le rôle croissant des huiles tropicales sur les marchés internationaux : principaux acteurs et produits » OCL vol 16 n°4, juillet-décembre 2009.
http://www.john-libbey-eurotext.fr/fr/revues/agro_biotech/ocl/e-docs/00/04/52/2E/article.phtml
8. Cotula L., Vermeulen S., *Land grab or development opportunity*, IIED 2009.
<http://www.iied.org/pubs/display.php?o=12561IIED>
9. Grain, *Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière*, octobre 2008.
<http://www.grain.org/briefings/?id=213>
10. Inter-réseaux : actualités de la filière arachide au Sénégal.
<http://www.inter-reseaux.org/mot/arachide>

Recherche et rapports

Cercle Cyclope: analyses sur les marchés de matières premières.

<http://www.cercle-cyclope.com/>

CIRAD : synthèse sur les causes de la hausse des prix des denrées agricoles.

<http://www.cirad.fr/fr/actualite/communiquer.php?id=919>

DESER : departamento de estudos socioeconomicos rurais, ONG brésilienne fondée par des organisations sociales paysannes.

http://www.deser.org.br/french_intro.asp

Alpha A. et al., *Etude prospective sur les mesures de protection nécessaires pour le développement du secteur agricole en Afrique de l'Ouest*, GRET-IRAM, 2008.

http://www.hubrural.org/IMG/pdf/Etude_prospective_sur_les_mesures_de_protection_necessaires_pour_le_developpement_du_secteur_agricole_en_AO_nov08.pdf

Baudin Pierre, 1993, *L'Europe face à ses marchés agricoles, de la naissance de la politique agricole commune à sa réforme*, éd. Economica, Paris (France).

Benjamin C., Houee IM et Gueguen C. (2003). *Impact du compromis de Luxembourg sur les marchés mondiaux des grandes cultures*. INRA., Paris (France).

Gohin A. (2004). *Modeling Farm decoupled payments. Comparison of Partial and General Equilibrium Evaluation*. ERS (USDA) – Farm Foundation Meeting. Washington. (Etats Unis d'Amérique).

Liberian Observer, 16 novembre 2009, 'Government of Liberia attracts US\$1.6billion agro investment'.

<http://www.liberianobserver.com/node/2949>

Le Hub rural propose régulièrement des revues de presse sur le thème "course aux terres agricoles" en Afrique qui concernent souvent les plantations d'huile de palme et de jatropha.

http://www.hubrural.org/spip.php?id_rubrique=1&page=actualite&mot=192

Irin News, 7 septembre 2009, 'Ghana: Land grabs force hundreds off farms, growers say'.

<http://www.irinnews.org/report.aspx?Reportid=86044>

OCDE (2004). Analyse de la réforme de la PAC de 2003.

<http://www.oecd.org/dataoecd/62/41/32040208.pdf>

Institutions

FAOStat.

<http://faostat.fao.org>

FAO, *La situation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation 2008. Les biocarburants : perspectives, risques et opportunités*, 2008.

FAO, *Perspectives de l'alimentation*, décembre 2009.

<http://www.fao.org/giews/french/fo/index.htm>

Institut Français du Pétrole : Centre public français de recherche et de formation.

<http://www.ifp.fr>

Banque Mondiale.

<http://wbln0018.worldbank.org/EXT/French.nsf/DocbyUnid/FCA23E372C13546B85256D870053BE54?Opendocument>

Bilan de santé de la PAC : site dédié de la Commission.

http://ec.europa.eu/agriculture/healthcheck/index_fr.htm

Canola Council: interprofession canadienne du colza.

<http://www.canolacouncil.org/default.aspx>

Plateforme Biocarburants.

<http://www.plateforme-biocarburants.ch/>

Prolea : interprofession française des huiles et protéines végétales.

<http://www.prolea.com/>

Revue OCL (Oléagineux – Corps Gras Liquides).

<http://www.cetiom.fr/index.php?id=2520>

ONG

« Les Agrocarburants, ça nourrit pas son monde ».

<http://www.agrocarb.fr/index-blog.php>

OXFAM, "Another Inconvenient Truth, How biofuel policies are deepening poverty and accelerating climate change", juin 2008

<http://www.oxfam.org/en/policy/another-inconvenient-truth>

ISAAA (International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications)

<http://www.isaaa.org/>

Lancé par le CTA (Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE) en 2001, Agritrade est un site web qui éclaire les enjeux majeurs et les principales échéances concernant les négociations agricoles internationales et celles intéressant le secteur des pêches. Il fournit des informations, régulièrement mises à jour, sur l'évolution des négociations ACP-UE sur les APE, ainsi que les discussions menées. Au sein de l'OMC, il complète ces informations par différents commentaires et analyses qui permettent une compréhension plus fine des enjeux pour les pays ACP.

Le CTA a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE. Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine.

Pour plus d'informations :

CTA :

Web: <http://www.cta.int>

Agritrade :

Web: <http://agritrade.cta.int>

Email: agritrade@cta.int

Adresse postale :

CTA

Postbus 380

6700 AJ Wageningen

Pays-Bas

Téléphone: +31 (0) 317 467100

Fax: +31 (0) 317 460067

E-mail: cta@cta.int

Siège :

Agro Business Park 2

Wageningen

Pays-Bas

Antenne de Bruxelles :

CTA

Rue Montoyer, 39

1000 Bruxelles

Belgique

Téléphone: +32 (0) 2 5137436

Fax: +32 (0) 2 580868